

KAUTILYA

ÉTÉ 2024

La géopolitique du sport



Le Kautilya est une revue bimestrielle publiée par la Fédération pour la Diplomatie et les Nations Unies (FDNU).

Le dessein principal de cette revue vise à vulgariser les enjeux de la géopolitique et des relations internationales actuelles.

Les opinions émises dans le Kautilya n'engagent que leurs auteurs.

Contacter la rédaction : kautilya@fdnu.fr



Agenda

la

de

EDNU

26 - 29 août 2024

CoEMoN – Conseil de l'Europe, Strasbourg

Édito

Chères lectrices, chers lecteurs,

En ce vendredi 26 juillet 2024, les yeux du monde seront rivés sur la ville Lumière, capitale de la France. La Seine, dont le lit sera bordé de plus de 300 000 spectateurs et dont les flots guideront 7 000 athlètes à travers la grandeur historique de Paris incarnera un des protagonistes principaux de la cérémonie d'ouverture de la XXXIIIe olympiade moderne.

La France s'enorgueillit, probablement à juste titre, de la singularité et du triomphe annoncé de cette cérémonie d'ouverture, qui non seulement illuminera la terre de Voltaire, Hugo, Rostand, Cézanne, Ravel, Descartes ou encore Talleyrand, pour ne citer qu'eux, mais qui marquera également, à jamais, l'histoire des Jeux olympiques. Peut-on y voir ici une simple volonté d'honorer les principes de développement pacifique de l'Humanité énoncés par Pierre de Coubertin où bien un véritable enjeu géopolitique pour la France ? Se soulève donc là, la question majeure du rôle du sport dans les relations qu'entretiennent entre eux les États. Parfois, source d'unité, comme lorsque les athlètes de Corée du Nord et du Sud ont participé ensemble, sous le pavillon de la Corée réunifiée à diverses cérémonies d'ouverture. Et d'autres fois, source de tension, à l'image de la guerre du football qui donna vie à des affrontements écarlates entre le Salvador et le Honduras. Le sport revêt ainsi une dimension éminemment politique s'inscrivant immanquablement dans l'histoire de l'Humanité.

Ce sont à ces questions qu'ont tenté de répondre avec précision, rigueur et savoirs nos auteurs, dans cette première édition d'été du Kautilya. Exposant la multiplicité de ces duels de force pacifiques, cette édition a cherché à les présenter sous un angle souvent peu exploré. Nous espérons ainsi que cette lecture vous permettra de mieux saisir la configuration polycéphale de cet art du dépassement de soi.

« Plus vite, plus haut, plus fort – ensemble ! »

Marceau FRANCES

En lumière

pp. 06 - 08

Infographie

pp. 09 - 10

Grand Dossier

pp. 11 - 38

Horizons

p. 39 - 41

Nos auteurs

p. 42

En lumière

Zatopek, la locomotive au service du socialisme



27 juillet 1952, stade olympique d'Helsinki. Sous un soleil traditionnellement clément de la péninsule finlandaise, soixante-six athlètes du monde entier tentent de contenir leur stress alors que leurs muscles se contractent déjà sur les sas de départ. Tous attendent le vacarme que s'apprête à produire le starter, le bras brandi vers les nuages, afin de s'élancer puissamment dans cette course de 42,125km.

C'est le Tchécoslovaque Emil Zatopek, à la surprise générale, qui remporte ce marathon et réalise ainsi l'exploit d'obtenir une troisième médaille d'or lors de ces jeux, le sacrant alors plus grand coureur de tous les temps. L'URSS, ainsi que son nouveau satellite, la République Populaire Tchécoslovaque, ont alors su se saisir de l'opportunité afin d'instrumentaliser les performances de Zatopek dans le but de louer le succès de leur modèle politique et idéologique. En ce sens, la propagande tchécoslovaque expliquait et justifiait le succès de l'athlète par ces termes : « *Dans la Tchécoslovaquie démocratique populaire, il n'y a pas de chômage, il y a assez de travail pour chacun. Et tous les sportifs ont ici les meilleures possibilités de pratiquer leur discipline* »(1).

Le sport apparaît donc comme un nouveau terrain d'affrontement idéologique de la Guerre froide où les victoires personnelles se dévoilent comme une incarnation d'un modèle politique et dans lequel les sportifs deviennent des porte-drapeaux d'une doctrine à propager. Emil Zatopek consacra ainsi une partie de sa carrière à cette mission, mais il permit également de dessiner l'autre pouvoir du sport : celui de créer un espace de contestation, voire de dissidence, que l'athlète a réussi à exploiter contre son propre camp.

En 1948, alors qu'à la suite du coup de Prague, le gouvernement communiste prend le pouvoir en Tchécoslovaquie et instaure une répression sévère, Zatopek est déjà reconnu pour ses performances, ayant rapporté la première médaille d'or de l'histoire de son pays.

(1) Bosák, E., & Pondelík, J. (1953). *Emil Zatopek*. Prague: Orbis, p. 20.

L'année suivante, l'athlète qui venait de remporter le record mondial du 10 000m semble déjà se ranger du côté du nouveau gouvernement et imprègne son discours de victoire d'un élan politique allant à l'encontre du camp capitaliste. C'est en réalité à partir de ce moment clef que l'État prendra le pouvoir sur l'athlète afin de débuter une certaine forme d'instrumentalisation. Couvert d'avantages lui permettant de voyager plus librement que ses concitoyens mais parlant probablement sous la contrainte - cela ne sera jamais véritablement avéré -, Zatopek s'enfonce dans un engrenage politique duquel il ne pourra pas, a priori, s'échapper. Ainsi, en 1952, lorsqu'il réalise sa performance extraordinaire, que l'URSS considérait chimérique à tel point que Moscou souhaitait que Zatopek se concentre uniquement sur le marathon, l'athlète originaire de Moravie-Silésie est érigé au rang de « locomotive » de la détente Est-Ouest, favorisant le message de paix entre les peuples à travers le sport que voulait diffuser l'URSS.

Sa position d'athlète reconnu et à succès permit à Zatopek de transmettre ses volontés, en droite ligne avec celle du Kremlin, de détente et de paix, en dehors même des compétitions sportives. En effet, au Congrès mondial des peuples pour la paix à Vienne de 1952, Zatopek comptera parmi les orateurs présentant la nouvelle orientation stratégique de la coexistence pacifique voulue par l'Union soviétique. Ces messages pacifiques permettent alors, plus ou moins indirectement, d'accuser les États-Unis, alors empêtrés dans la guerre de Corée, d'agir contre la paix.

Emil Zatopek ne semble pas être une simple marionnette à la solde de Moscou, mais se montre en réalité véritablement convaincu par les idées qu'il avance publiquement. En ce sens, il affirmait au festival mondial de la jeunesse et des étudiants de 1953 à Bucarest en Roumanie non seulement, comme déjà précisé, que la paix améliore les relations entre les peuples, mais qu'elle permettait surtout d'améliorer les records. Zatopek apparaît alors comme un acteur engagé de plein gré dans ce combat.

Le rôle de Zatopek ne se résume pas uniquement à agir au sein d'une scène internationale tendue puisque le recordman use également de son influence sur la politique intérieure de la Tchécoslovaquie. Il est en effet, un héros national admiré par les Tchécoslovaques et se place en ambassadeur de la réussite socialiste du pays. C'est par un travail acharné et un dépassement de soi sans faille que Zatopek serait parvenu à ce niveau et aurait permis une telle gloire à sa nation. Cette incarnation du stakhanovisme - terme issu du parangon soviétique Aleksei Stakhanov, un mineur ayant extrait 102 tonnes de charbon en six heures - permet alors de motiver les ouvriers du pays à se dépasser également, afin que chacun puisse contribuer à la grandeur de la Tchécoslovaquie. Dans ces conditions apparaît alors le « Mouvement Zatopek », qui consiste en la prise d'un engagement pour la patrie à se dépasser. Loin d'être anodin, ce mouvement permettra sans aucun doute de contribuer à la réalisation politique de la Tchécoslovaquie socialiste. Emil Zatopek semble alors se positionner comme un véritable moteur du triomphe socialiste autant à l'échelle du monde qu'à celle de son pays. Mais le printemps de Prague de 1968 viendra marquer un tournant dans l'engagement de l'athlète. Alors que les chars soviétiques rôdaient dans les rues de la capitale, Zatopek participe au manifeste des « 2000 mots », une publication dans laquelle, aux côtés de plusieurs personnalités influentes, il condamne les insuffisances tant économiques, sociales et démocratiques de la Tchécoslovaquie. Il ira jusqu'à prononcer un discours devant le siège social du quotidien

Mladá Fronta afin de s'opposer à la présence militaire soviétique, qui s'avère contraire à son idéal de paix, et demander l'exclusion de l'URSS aux Jeux olympiques de cette même année à Mexico.

À la suite de ces événements, bien qu'autorisé à représenter son pays au Jeux olympiques de Mexico, la situation se montre davantage compliquée pour Zatopek, qui continuera d'exprimer sa résistance en refusant tout asile politique. Cependant, lorsqu'en 1969, Gustáv Husák prend le pouvoir, la Tchécoslovaquie prend un virage aux airs irréfragablement autoritaires au cours duquel les réformateurs du Printemps de Prague se voient être rigoureusement réprimés ; Zatopek n'y échappera pas. Il sera accusé de propos anti-communistes et sera donc considéré comme un ennemi, ce qui le conduira à être évincé de la vie publique et à subir un éloignement forcé de son propre foyer. Sous la pression, l'athlète finira par céder et demandera que son nom soit retiré du manifeste des « 2000 mots ».

La carrière d'Emil Zatopek illustre ainsi l'intersection à laquelle se croisent et s'entrecroisent sempiternellement le sport la politique de la Guerre froide, en démontre parfaitement l'influence que peut avoir le sport, à la fois sur l'identité nationale mais aussi sur la dynamique mondiale, bien au delà de ce conflit latent. Son parcours, qui l'a vu passer du statut de héros national à celui d'opposant, étaye expressément le rôle complexe que jouent les acteurs du sport, pouvant aussi bien être des symboles de conformité idéologique que des protagonistes de la dissidence, dans l'élaboration des récits politiques.

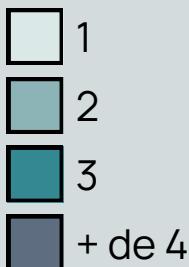
par Marceau FRANCES

Infographie



Pays hôtes des Jeux olympiques modernes

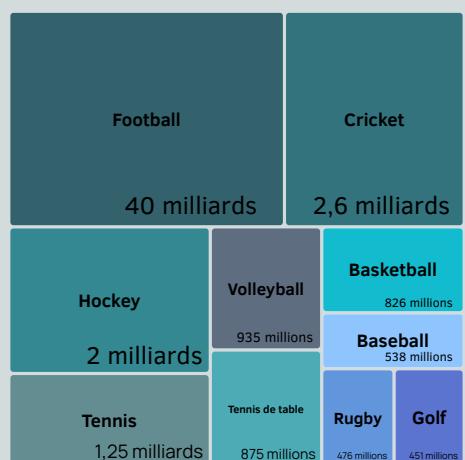
Sur la période 1896 - 2032, par nombre d'éditions organisées



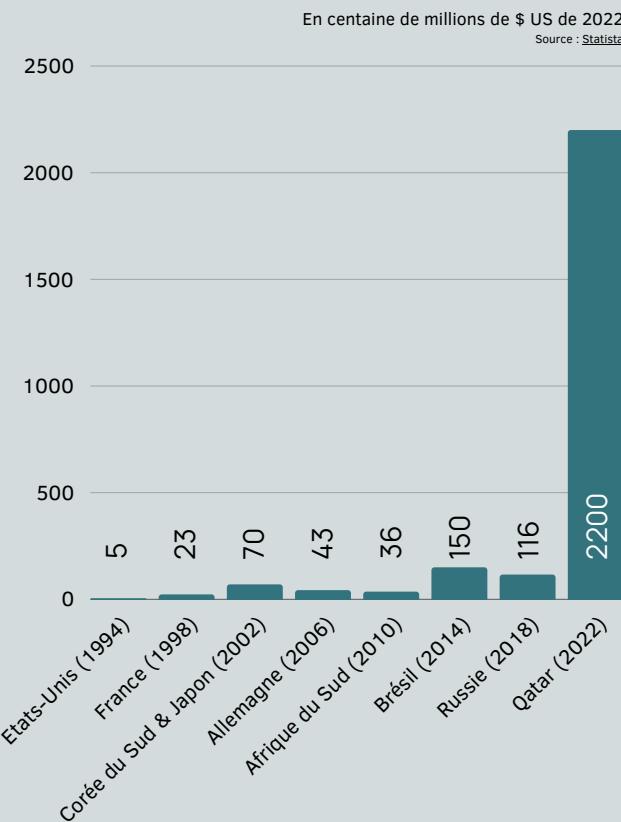
Les sports les plus populaires de la planète en 2020

En nombre de fans

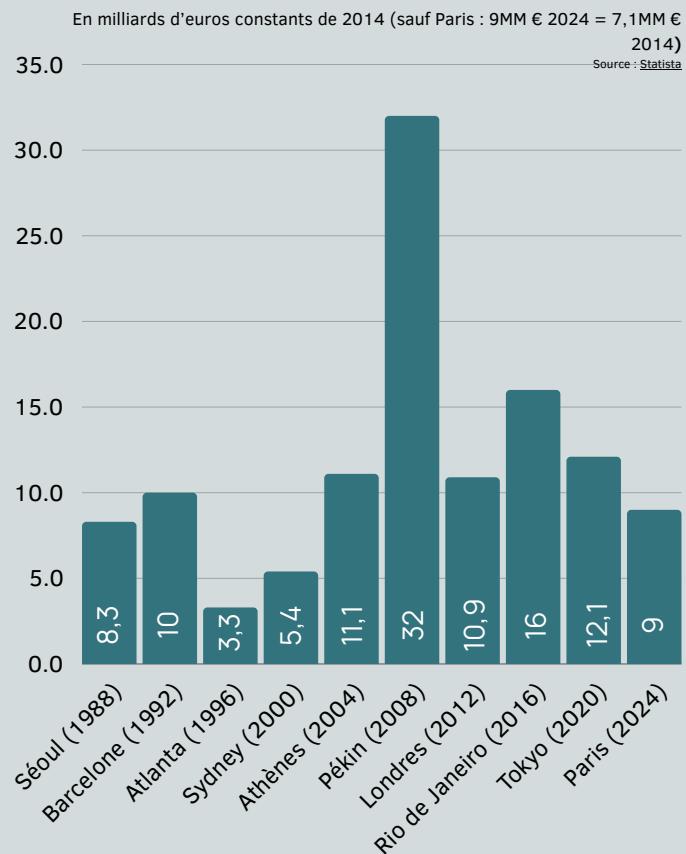
Source : [Atlas géopolitique du sport](#), L. Aubin et J-B. Guégan, Autrement, 2022



Coûts liés à l'organisation des Coupes du monde de football depuis 1994



Budget pour l'organisation des JO d'été depuis 1988



Historique d'événements sportifs ayant marqué la politique internationale

JO de 1968, Mexico Les sprinters afro-américains Tommie Smith et John Carlos lèvent leurs poings en contestation de la ségrégation aux États-Unis, 6 mois après la mort de Martin Luther King	Diplomatie du "Ping-Pong", 1971 L'équipe américaine de ping-pong est invitée en Chine, marquant une rupture dans l'isolement pratiqué par Pékin depuis 1949 et le début d'un rapprochement sino-américain	JO de Moscou, 1980 Une cinquantaine d'États décident de boycotter les JO de Moscou en réponse à l'invasion de l'Afghanistan. En représailles, Moscou boycottera les JO de Los Angeles en 1984	Exclusion de la Russie des compétitions internationales, 2020 En 2020, suite à des suspicions de dopage lors de JO de Sotchi, la Russie est exclue des compétitions internationales pour 2 ans ainsi que pour 2 éditions des JO. En 2024, Paris annonce que les athlètes russes ne participeront pas à la cérémonie d'ouverture
JO de 1936, Berlin Vitrine pour la propagande nazie. En 1931, alors sous la République de Weimar, la capitale allemande se voit confier l'organisation de ces JO. Malgré des appels au boycott, 49 États y seront représentés	Guerre du foot, 1969 Un match de préparation à la coupe du monde de 1970 exacerbé les tensions entre le Salvador et le Honduras au point de déclencher une guerre de 4 jours	JO de Munich, 1972 Des terroristes palestiniens prennent en otage 11 athlètes israéliens	JO de Pyeongchang, 2018 Ces JO marquent un rapprochement sportif entre les deux Corées, déjà commencé quelques années auparavant



La géopolitique du sport

Sport et influence politique

En quoi la politisation des enjeux sportifs impacte-t-elle la perception nationale et internationale de l'image et de l'influence géopolitique des pays ?

par Capucine ROBERT

11 – 31

Le sport en Turquie, un instrument politique

par Chloé CALAVIA

32 – 50

Fiche de lecture

“La guerre du sport, une nouvelle géopolitique” de L. Aubin et J-B Guégan

par Nathan MAROT

62 – 73

Sport et influence politique

En quoi la politisation des enjeux sportifs impacte-t-elle la perception nationale et internationale de l'image et de l'influence géopolitique des pays ?

INTRODUCTION

« Au 30e kilomètre, on ne peut pas être en colère. J'ai arrêté d'en vouloir à cet officiel qui avait essayé de m'évincer de sa course, j'ai compris que ce n'était pas de sa faute il était simplement le produit de son époque. [...] C'était sa conviction, à moi de le faire changer d'avis. » Nous devons ces propos à K. Switzer, interviewée par Céline Du Chéné au micro de France Culture dans « Kathrine Switzer, le marathon de la liberté » le 16 mai 2021, lorsqu'elle racontait son agression par l'organisateur du marathon de Boston en 1967, en raison de son statut de femme lors de la course. En effet, K. Switzer apparaît comme étant la première femme médiatisée à finir le marathon de Boston au cœur d'une époque où un consensus socio-politique et même médical interdisait la course à pied aux femmes – à noter que la première femme à concrètement finir ce marathon est Roberta Louise Gibb ou « Bobbi » un an auparavant. Cet événement impose le sport comme un espace de lutte politique, genré, social, médiatique et identitaire, lui donnant alors toute sa dimension militante. En effet, bien que l'espace sportif soit au départ un lieu apolitique dépourvu de toutes revendications ou causes à défendre, on observe aujourd'hui un glissement vers la construction d'un espace passionnel(1) identitaire, social, genré qui utilise le sport comme vecteur de transmission d'une idée pour en obtenir un impact à plus large échelle. Si l'article 50 de la Charte des Jeux Olympiques dispose bien que « aucune sorte de démonstration ou de propagande politique, religieuse ou raciale n'est autorisée dans un lieu, site ou autre emplacement olympique », s'inscrivant au sein d'une tradition sportive de promotion du sport comme une activité dépourvue de tout lien avec la politique, ces jeux sont dorénavant utilisés comme sphère de construction et de relai des problèmes sociétaux.

En effet, pour paraphraser Clausewitz, le sport pourrait même devenir la nouvelle « continuation de la politique par d'autres moyens »(2), faisant ainsi écho aux propos de Pascal Boniface qui affirmait que « le sport rend la puissance sympathique et populaire. L'étalage de la puissance militaire fait peur, elle peut provoquer le rejet. Pas la victoire d'un sportif ». Ainsi, le sport serait un moyen politique de continuer à étendre sa sphère d'influence tout en s'adaptant aux codes sociétaux contemporains qui font échos à un processus de diminution de la violence au sein de la société par la concentration du monopole la violence légitime par l'Etat(3) et par l'autocensure liée aux évolutions des normes sociétales(4). Le sport a ainsi permis de déplacer la violence de la sphère sociale à la sphère sportive, la rendant socialement acceptable et encadrée.

C'est au sein d'un contexte d'hypermédiatisation mondialisée et d'interconnexion croissante des différents enjeux débordant les frontières étatiques – l'idéologie ne connaissant pas de barrière géographique – que s'inscrit ce changement dans le rôle social et sociétal du sport. En effet, le sport devient peu à peu un enjeu politique et géostratégique s'imposant comme étant un outil de politique étrangère à part entière, infiltrant les réseaux diplomatiques et construisant mêmes les relations géopolitiques entre les Etats. Cependant, si le sport est aujourd'hui considéré comme un vecteur de puissance permettant aux Etats de nouer des liens bilatéraux, de renforcer le *soft power* d'un pays ou même d'accroître son poids diplomatique sur la scène internationale, le sport est une réalité polysémique et protéiforme utilisée par l'ensemble des acteurs du système mondial. Ainsi, les athlètes, citoyens, militants s'approprient l'espace sportif afin d'en faire un lieu intermédiaire entre la société et le pouvoir, impactant ainsi les décisions politiques internes et externes du pays. La sphère sportive est donc soutenue par la question de la perception sociale, qui la co-construit continuellement et qui impose le sport comme étant un concept en constante évolution, mouvance et adaptation, imprégné des revendications sociétales et enjeux politiques du monde contemporain. Ainsi, cet article noue toute sa tension autour de la question suivante : en quoi la politisation des enjeux sportifs impacte-t-elle la perception nationale et internationale de l'image et de l'influence géopolitique des pays ?

La pratique sportive d'une diplomatie en pleine essor sur la scène internationale, une notion en constante évolution créant une nouvelle sphère de combat de puissance pour les Etats

1 - Le sport comme outil de coopération et de développement des relations bilatérales

Au-delà de la dimension sportive et compétitive de la pratique, le sport est un vecteur de *soft power* de premier plan pour les États, leur permettant de nouer des relations économico-diplomatiques bilatérales et d'affirmer leur présence sur la scène d'influence mondiale.

En effet, ce développement de la coopération internationale se construit au sein de réseaux d'ambassades, permettant de lier les velléités politico-diplomatiques des gouvernements à la réalisation concrète des projets sur le terrain. Pour commencer avec l'exemple de la France, on parle d'un réseau diplomatique d'ambassades baptisé « Terre des Jeux », permettant de soutenir un écosystème sportif à la française à l'échelle globale. Les projets de coopérations se multiplient donc, afin d'inscrire la stratégie sportive française au sein d'un processus de long terme. En 2018, l'Agence française de développement s'est dotée d'une stratégie en matière de sport et développement, engageant 112 millions d'euros dans des projets de coopération, tels que la plate-forme « sport en commun » aidant les athlètes de hauts niveaux français et africains à créer leurs associations sportives. Au-delà de l'enjeu économique d'un tel projet, liant la France et certains pays d'Afrique par une coopération bilatérale, « sport en commun » permet de promouvoir le développement du continent africain au travers de la pratique sportive, la cohésion sociale et le partage culturel. Le sport comme outil de développement trouve aussi ses lettres de noblesses dans le fonds la solidarité pour les projets innovants, la société civile, la francophonie et le développement humain (FSPI) allouant en 2021, 70 millions d'euros aux ambassades afin qu'elles apportent leur soutien à des projets sportifs à effet rapide. Les objectifs visés par le FSPI sont entre autres l'égalité femmes/hommes, l'éducation et la jeunesse, la santé, le climat ou encore l'enseignement supérieur et la recherche, prouvant ainsi que le sport peut largement impacter le développement d'un pays ainsi que sa composition sociétale. Pour ne citer qu'un seul exemple, entre 2022 et 2024, l'Irak et la Fédération Française de Football se sont associés afin de développer le foot féminin au travers d'entraînement à Clairefontaine, dans un objectif de création de modèle identitaire pour les filles irakiennes dans le domaine sportif, favorisant ainsi le développement du foot féminin au sein du pays. Ce projet s'accompagne aussi de formations d'éducateurs structurant le sport féminin dans une perspective longue-termisme de développement de l'égalité entre les femmes et les hommes au travers du sport. Ainsi, le sport est ici

utilisé à des fins diplomatiques permettant la construction de relations d'influences bilatérales et impactant aussi bien la politique interne que le rayonnement géopolitique des deux pays.

La portée symbolique des compétitions de sport est alors primordiale dans la géopolitique internationale puisqu'elle permet aux Etats de développer une stratégie de *soft power* au travers de la médiatisation sportive. Les Jeux Olympiques de Pyeongchang en sont un exemple flagrant tant en raison de leur positionnement stratégique – péninsule en guerre et sous tension d'escalade nucléaire – que des enjeux géopolitiques qu'ils impliquent. On parle en effet d'une certaine trêve olympique concernant la sécurité coréenne puisque le sport a permis de constituer des équipes intercoréennes, créant une porosité dans la fracture tant idéologique que géographico-militaire entre les deux Corées. Plus encore, la poignée de main entre le président de Corée du Sud Moon et la sœur du leader de Corée du Nord Jong-un, porte un message symbolique de réchauffement des relations coréennes.

En outre, au-delà du développement intérieur des pays au travers de la construction des relations géostratégiques des Etats, le sport s'impose comme étant un outil de puissance promouvant l'influence internationale d'un Etat. La francophonie sportive illustre parfaitement cette diffusion du *soft power* français à l'étrangers par la mise en place d'événements sportifs en langue française dans de nombreux pays, tel que l'alliance Dioko entre Paris et Dakar permettant d'accompagner le Sénégal dans la mise en œuvre des premières olympiades africaines, toujours sous-tendues par la volonté française d'imposer son empreinte nationale au travers de compétitions sportives. L'accueil de compétitions sportives mondiales est aussi un moyen de montrer sa puissance sur la scène internationale de manière endogène et non pas par une intervention exogène dans un autre pays. Cette volonté de s'imposer comme un leader sportif se retrouve en France au travers de l'organisation et de la gestion de l'Euro 2016 de foot, du championnat du monde de ski alpin en 2023 ou encore du championnat mondial de pétanque en 2024, prouvant ainsi que l'influence sportive n'est jamais figée et qu'elle se construit et se renouvelle de manière dynamique au travers de nouveaux secteurs et compétitions. A contrario, le *soft power* sportif peut aussi se retourner contre les Etats en entachant leur image internationale, devenant alors un outil de déconstruction de la puissance étatique. On peut utiliser l'exemple de la Russie et du phénomène de dopage étatique lors des Jeux de Sotchi en 2014, entraînant la suspension, par le Comité International Olympique (CIO) du comité national olympique russe lors des Jeux de Pyeongchang en 2018, menant à la non-admission de certains athlètes aux compétitions – ceux autorisés à concourir pouvant le faire sous le nom « Athlètes Olympiques de Russie », bannière neutre et n'étaient que 168 - ou au remplacement des drapeaux russes par les symboles olympiques.

Enfin, la représentation et la personnification du sport en la personne d'un ambassadeur sportif permet aussi de coordonner cette influence sportive à une échelle internationale et d'ainsi prouver l'investissement tant institutionnel que structurel des acteurs politiques dans la promotion du sport. La diplomatie sportive développée par Laurent Fabius en 2014 avec l'aide du ministre des Sport Valérie Fourneyron, et définie comme « un outil de communication et de reconnaissance internationale, désormais intégré et institutionnalisé, notamment en France »(5), permet la mobilisation du réseau diplomatique lors de grands événements sportifs, la poursuite de la coopération internationale au travers du sport ainsi que le soutien à l'internationalisation des entreprises dans le secteur sportif. S. Ducroquet apparaît alors comme un catalyseur diplomatique permettant de faire rayonnement l'image de la France à l'internationale par la promotion d'événements et de projets sportifs, questionnant la place du sport au sein des relations internationales et lui conférant une visée diplomatico-stratégique essentielle à la construction du système mondial.

2 - Une stratégie communicationnelle sportive permettant de construire l'image du pays sur la scène internationale en utilisation l'hypermondialisation médiatique

Le sport s'impose aussi comme étant un vecteur communicationnel, s'inscrivant dans le processus de promotion de la puissance et de l'influence du pays mais tout en s'appuyant sur les moyens de communication et de connexion modernes.

La mondialisation des médias permet de construire et de perpétuer un empire médiatique autour de l'image du pays, afin d'en créer une perception positive sur la scène internationale. Le sport s'impose donc comme un espace socialement construit et perçu, s'adaptant aux différentes visions portées sur sa conception et influencé par les décisions gouvernementales de la pratique sportive. L'intégration à des collectifs sportifs internationaux tels que la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) ou le Comité International Olympique (CIO) est une manière d'affirmer sa place au sein d'un écosystème institutionnalisé autour du sport et de construire l'image d'un pays en adéquation avec les normes internationalement définies et acceptées. Cependant, bien que prima facie, cette approche institutionnelle du sport puisse sembler en accord avec le caractère universaliste de l'activité, elle est aussi une manière de voiler les pratiques antidémocratiques et antilibérales des pays participants. En effet, T. Côme et M. Raspaud présentent le sport comme étant le « nouvel opium du peuple »(6), puisqu'il permet de construire une vitrine démocratique pour le pays utilisant les institutions et normes sportives universelles. Ils définissent alors le sport comme un vecteur d'incommunication, nourrissant la diffusion de *fake news* et d'images

biaisées d'un pays, sous couvert de respect du jeu sportif mondial. La stratégie communicationnelle sportive permet alors à des pays tels que le Qatar de trouver une résonnance au sein des populations, légitimant ainsi leur place et image sur la scène internationale. Nabil Ennasri – directeur de l'observatoire du Qatar – avance que « le football est la deuxième religion du Moyen-Orient. Si l'équipe nationale ne brille pas, le PSG le fera à sa place. Et Tamim pourra garder la tête haute »(7) pouvant ainsi que le sport déborde le simple espace passionnel sportif pour prendre une dimension de religiosité, lui conférant une certaine inviolabilité morale. En utilisant le vecteur sportif, le Qatar inscrit sa politique extérieure au sein d'un espace méta-physique se trouvant en suspension au-dessus des croyances communes et créant un nouvel espace d'imaginaire collectif autour des principes sportifs. W. Andreff – professeur d'économie à la Sorbonne et spécialisé dans l'économie du sport – décrit la stratégie qatarie comme une volonté de création d'un « Etat sportif »(8) qui fonderait sa légitimité sur l'acquisition de clubs sportifs mondialement reconnus tels que le Paris Saint-Germain (PSG) afin d'inscrire son action dans une continuité logique de marchandisation du sport au travers d'échanges économico-politiques entre les pays, déplaçant les compétitions sportives du domaine du football au domaine diplomatique de construction imagée des pays.

3 - Les revers du décor imagé et construit : entre poids sur la scène internationale et effacement d'une fracture socio-économique nationale

Cette utilisation et instrumentalisation du sport par les Etats sur la scène internationale pourrait s'apparenter à une idiosyncrasie puisque chaque Etat interprète subjectivement les normes sportives en fonctions de sa spécificité sociétale et politique, donnant au sport une définition polysémique et stato-centrée. Cependant, cette vitrine démocratique à caractère universaliste n'est autre qu'au moyen de cacher une fracture socio-économique plus profonde au sein des pays. Pour reprendre l'exemple de la coupe du monde organisée au Qatar en 2022, Amnesty Internationale dénonce les conditions de vie et de travail déplorables des ouvriers, cachées par le régime qatari. Lola Schulmann – chargée de plaidoyer pour l'organisation – affirmait qu'elle avait « suivi les cas de six personnes mortes au Qatar en raison de leurs conditions de travail, à chaque fois le certificat de décès parlait de cause naturelle ou de problème cardiaque »(9), soulignant ainsi les violations massives des droits humains que le Qatar passait sous silence, sous couvert d'organisation d'événements mondiaux respectant les principes sportifs. Cette dichotomie antinomique entre la construction d'une image légitimée sur la scène internationale et les pratiques réelles de l'Etat qatari envers les travailleurs prouve à quel point la diplomatie sportive peut venir cacher la réalité sociét-

ale en alimentant une fracture entre image construite au travers du réseau institutionnel sportif et conditions d'exploitation des acteurs de ce système. Plus encore, *l'Echo* – quotidien Belge – affirmait que le Qatar apparaissant comme « un pays sans tradition footballistique qui a construit huit stades climatisés, ce qui a coûté la vie à des milliers de travailleurs sous-payés », prouvant ainsi que la presse internationale pose un regard critique sur les pratiques footballistiques de ce pays, l'affichant comme un acteur compromettant les droits humains ainsi que l'environnements, deux des plus grands enjeux contemporains. En laissant le Qatar s'implanter au sein des institutions sportives, la diplomatie du sport entretient et légitime cette violation des droits humains, prouvant que le sport est un instrument de lutte politique permettant de cacher les pratiques internes d'un pays par la construction institutionnelle d'une image sportive.

Ainsi, entre réchauffement des relations bilatérales, développement interne d'un pays, rayonnement géopolitique et (dé)construction de l'image étatique sur la scène internationale, le sport pensé au travers du prisme diplomatique apparaît comme un enjeu croissant et indispensable de la politique étrangère des Etats. Plus encore, l'utilisation des moyens de communication interconnectés et hypermédiatisés accélère cette dynamique, menant même parfois à la mise en place d'une vitrine démocratique, annihilant les enjeux de politique interne au profit de la promotion sportive internationale. Cependant, le sport pensé comme influence politique n'est pas seulement utilisé par les Etats afin d'enrichir leur poids diplomatique, mais peut aussi être investi par les populations et par les athlètes cherchant un relais dans la société civile pour leurs revendications sociétales.

Le sport comme répertoire politique, s'imposant comme étant un vecteur de revendications sociétales

1 - L'utilisation du sport par les athlètes pour impacter la politique d'un pays : un processus de politisation croissant

Si la tradition sportive se veut apolitique et dépourvue de toute orientation militante, le sport fait aujourd'hui face à un changement de paradigme profond dans sa construction identitaire.

En effet, on observe un glissement dans le rôle politique du sport et dans les acteurs l'utilisant afin de légitimer leurs causes et revendications. L'après première guerre mon-

diale fût caractérisée par une surutilisation des compétitions sportives afin de nourrir le projet totalitaire des régimes fasciste, nazi et soviétique, imputant donc aux démocraties un devoir de préservations de la neutralité des espaces sportifs. Le sport représentait une composante à part entière du projet d'Homme nouveau mussolinien puisqu'il permettait de construire l'image d'un personnage fort, jeune, en bonne santé et prêt à défendre son pays. On peut d'ailleurs noter que Mussolini s'était fait sacrer premier sportif d'Italie, conférant au sport une dimension presque méta-humaine. Plus encore, la pratique sportive permet de placer l'action au cœur de la « philosophie de vie »(9) italienne, soulignant bien l'utilisation politique du sport qui l'érige en principe fondateur du genre humain défini et construit par le régime. En débordant les simple frontières italiennes, les compétitions sportives internationales permettant de créer un sentiment d'unité et d'appartenance, entraînant la création d'une pratique sportive de masse, vecteur de propagande de l'idéologie italienne.

Cependant, la neutralité du sport est aujourd'hui questionnée, sans remettre en cause l'apolitisation des compétitions. Le sport apparaît comme un moyen d'expression des revendications socio-politiques, utilisé par les athlètes pour s'affirmer au sein de l'espace sportif sans pour autant entraîner une prise de position des clubs ou des organismes sportifs. Ces nouveaux acteurs de la politisation du sport traduisent une volonté individuelle s'inscrivant dans une tendance sociétale de mise en lumière des combats par des manifestations pacifiques. Dès 1938, Gino Bartali gagne le tour de France mais refuse de faire le salut fasciste sur le podium, s'opposant par son statut de vainqueur du cyclisme au régime mussolinien. Cette opposition traduit une certaine dichotomie antithétique entre sport et pouvoir politique, prouvant que le premier peut venir contrebalancer le second et inverser les rapports de forces, créant finalement une porosité entre les deux sphères. Les Jeux Olympiques de 1968 s'inscrivent aussi dans cette tendance émancipatrice des populations d'une oppression systémique du pouvoir politique, inversant les rapports de force et donnant de la visibilité aux revendications sociétales. En effet, lorsque Tommie Smith et John Carlos lèvent leurs poings sur le podium en soutien au mouvement Black Panther, ils dénoncent un racisme consubstancial au modèle américain, mettant en lumière les inégalités de système qui ponctuent la société.

2 - Le sport comme outil d'influence de la perception sociétale des différents rapports de force

Plus encore, cette utilisation du sport dans un but d'influence politique renverse la perception des rapports de force au sein de la société et impact en ce sens l'ordre poli-

tique. Lorsque Katherine Switzer a couru le marathon de Boston en 1967, c'est tout un écosystème sexiste institutionnalisé et intériorisé qui est remis en cause. En effet, le marathon était perçu comme le bastion de la masculinité, lieu d'expression des stéréotypes de genre et de l'encadrement social du corps féminin. La médiatisation de Katherine Switzer est donc un moyen de modifier cette image de la souffrance sportive entachant le corps des femmes afin d'égaliser le rapport au sport entre les genres. Cependant, comme tout vecteur de changement sociétal, le sport est controversé et sous tendu par des dissonances cognitives entre les différents acteurs. La plupart des citoyens considèrent en effet le sport comme un espace a-militant et ne comprennent pas cette utilisation du sport par les athlètes pour leurs revendications sociétales, pendant que l'espace sportif suit une tendance de politisation endogène croissante. Le renvoi de Colin Kaepernick de son club à San Francisco après avoir mis un genou à terre afin de dénoncer les violences policières aux Etats-Unis en 2016 prouve que l'utilisation public du sport afin d'impacter le monde politique est encore une méthode en tension. Plus encore, le candidat et futur président D. Trump avait qualifié ce geste d'irrespectueux envers les Etats-Unis, remettant en lumière cette dichotomie entre sphère politique et sportive qui s'affrontent et cherchent à prendre l'ascendant sur l'autre au travers d'une lutte politico-médiatique.

Pour appuyer l'aspect de dissonance cognitive entre militantisme sportif et réalité sociétale, il est important de reprendre l'exemple de Tommie Smith et John Carlos qui, après leur acte de résistance sur le podium, n'ont pu continuer à exercer leur métier en raison d'une suspension par leur fédération, marquant la fin de leur carrière. On retrouve alors l'opposition entre le sport politico-médiatique et le sport purement compétitif dans un monde où la prise en compte identitaire des rapports de force sociaux n'était pas encore acceptée. On souligne alors un décalage de perception entre les différents acteurs de la sphère sportive prouvant encore une fois son format protéiforme et sa polysémie. Plus encore, leur histoire s'insère au sein d'un processus long-termisme, puisqu'en 2016, les deux athlètes reçoivent l'intronisation au Hall of Fame de la part du Comité Olympique et Paralympique des Etats-Unis (USOPC), représentant la plus haute distinction pouvant être délivrée par ce comité. Cette reconnaissance prouve alors que l'utilisation du sport comme plate-forme politique est un processus mouvant et adaptatif, trouvant sa légitimité dans la perception socio-politique des populations et gouvernements de ladite époque.

Ainsi, le contexte d'hypermédiatisation et de mondialisation sportive offre une nouvelle dimension au sport en lui conférant un statut d'espace d'expression à grande échelle, liant les populations à la classe politique et impactant en ce sens la perception sociétale des rapports de pouvoir communément admise et reproduite. Cependant, bien que le sport s'impose comme étant un espace de relai des revendications populaires, la sphère

sportive peut aussi se retourner contre l'utilisation que les acteurs en font, en impactant de manière négative l'image politique et géopolitique des Etats à un niveau multiscalaire.

L'influence négative du sport et les répercussions sur la politique

Lorsque George Orwell affirmait en 1945 que « à un certain niveau, le sport n'a plus rien à voir avec le fair-play. Il met en jeu la haine, la jalousie, la forfanterie, le mépris de toutes les règles et le plaisir sadique que procure le spectacle de la violence : en d'autres termes, ce n'est plus que la guerre sans coup de feu »(11) il mettait déjà en lumière le rôle amplificateur du sport concernant les discriminations sociétales et la dimension de violence extrême que peut prendre la pratique sportive tant elle est le reflet des dissonances sociales fracturant les systèmes modernes.

1 - Une politisation du sport menant à sa polarisation au sein de la société et le vidant de son contenu purement sportif : la dissonance cognitive des sports

Le cas des Jeux Olympiques 2024 à Paris illustre parfaitement cet impact négatif que peut avoir le sport sur les rapports sociaux et donc sur les choix politiques des individus, entraînant une dégradation de l'image du pays à l'international. La décision de mettre en place les quartiers d'été en Seine Saint Denis à l'été 2024 est perçu comme un moyen d'envoyer les jeunes défavorisés en dehors du département pendant les Jeux Olympiques (JO), mettant en lumière une réelle contradiction avec le comité d'organisation des Jeux Olympiques et paralympiques (Cojop) qui affirmait en 2017 que les JO de Paris seraient les plus inclusifs de l'Histoire. Médiapart(12) révèle en effet que dans la répartition du budget des Hauts-de-Seine, seule une minorité de crédits est accordée aux projets en rapport avec les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP), préférant financer l'envoi des populations des quartiers prioritaires de la politique de la ville loin de la capitale. On retrouve alors une ségrégation sociale et géographique qui reproduit les inégalités sociétales au sein de l'espace urbain et qui mène Ali Diouara – présidente de Seine-Saint-Denis au cœur – à affirmer dans ce même article que « on a alimenté tout un processus de gentrification qui fait que les gens ont du mal à se loger. De l'autre côté, on leur dit de partir. Vous n'êtes plus chez vous pendant un mois. Faites la place ». La politique de la ville ne suit alors plus un processus de co-construction entre différents acteurs mais s'inscrit dans une logique de hiérarchie descendante et exclusive d'une certaine partie de la population considérée comme défavorisée. Cet exemple illustre encore une fois l'importance de la perception sociétale et de l'utilisa-

tion du sport au sein de la société, prouvant que les compétitions sportives peuvent largement reproduire à une échelle plus globales les discriminations genrées, sociales, politico-économiques qui traversent les sociétés contemporaines.

La politisation des enjeux sportifs entraîne donc une exacerbation des inégalités sociales et traduit alors l'influence négative que peut porter le sport. L'exemple des étudiants contraints de quitter leur logement Crous pour laisser la place aux acteurs et autorités des JO – pompiers, soignants, forces de l'ordre et sécurité civile – nous montre une fois encore que les compétitions sportives se construisent parfois en opposition aux demandes et besoins sociétaux. Bien que cette récupération d'appartements puisse s'inscrire dans une volonté de limiter les constructions nouvelles en raison de préoccupations climatiques, la réquisition Crous apparaît comme un vecteur d'inégalités sociales, pressurisant une certaine catégorie étudiante.

Plus encore, ce n'est pas seulement la préparation des compétitions sportives qui peut apparaître comme un amplificateur des problématiques sociétales, la gestion post-sport peut elle aussi cristalliser les tensions internes et renforcer l'image négative du pays. Le parc olympique londonien n'a jamais achevé sa reconversion, diffusant l'image d'un quartier peu animé et éloigné des attentes des citoyens. Mike Wells affirmait même que « les jeux ont ralenti l'amélioration du quartier, au lieu de l'accélérer »(13), soulignant l'inaccessibilité des prix des loyers ou encore l'oubli de réserve aux logements sociaux et prouvant bien que le management post-Olympique s'impose comme un processus long et ponctué d'obstacles venant ébranler la vision communément diffusée d'un après-jeu dynamique et socialement adapté. Julian Cheyne retourne même l'idée politiquement construite sur les Jeux Olympiques en affirmant que « il est faux de dire que l'endroit était un terrain vierge déserté. C'était une zone industrielle qui grouillait d'activité. L'idée de raser un morceau de ville entier, endommageant sérieusement la communauté locale, pour y installer les Jeux Olympiques est très contestable »(14). Ainsi, les compétitions sportives s'imposent comme étant des enjeux sociaux, environnementaux, politiques et sociétaux et cristallisent les fractures déjà existantes de manière endogène, tout en impactant l'image politique du pays, au niveau tant interne qu'extérieur. La gestion post-JO 2004 d'Athènes possède une portée d'autant plus symbolique que la Grèce apparaît comme le berceau antique des Jeux. Lorsque l'on prend conscience de la fermeture du stade olympique d'Athènes en 2023 en raison d'un plafond à moitié effondré, on comprend qu'au-delà du *soft power* et de l'influence géopolitique apportés par les Jeux, c'est tout un écosystème tant économico-institutionnel que juridico-sociétal qui est remis en cause et qui vient questionner la légitimité de ces Jeux, imputant une certaine responsabilité morale aux Etats les accueillant et entachant l'image de puissance diplomatique – et sportive – mondiale qu'ils co-construisent. Le journal grec *To Vima* qualifiait même les infrastructures de

« plaies ouvertes », renvoyant à la métaphore médicale et associant la ville entière à un corps malade qui n'est plus en état de fonctionner et de perpétuer l'héritage des Jeux en son sein(15). Ainsi, la publicisation du sport met à jour, dans l'espace urbain mais aussi dans l'espace relationnelle à l'échelle mondiale, l'incapacité des Etats à adopter une stratégie de long-terme afin de penser l'influence diplomatique au-delà de la simple période de compétition.

2 - Le sport comme reflet de la fracture socio-économique sociétale, témoin d'une époque en tension et signal pour la politique

Au-delà d'être un simple outil de cristallisation des enjeux sociétaux, le sport est aussi un indicateur pour la politique, des différents conflits sociaux. En effet, si l'on adopte une analyse s'inscrivant au sein du prisme de réflexion de Norbert Elias, le degré de violence des compétitions sportives traduit le niveau de civilisation de nos sociétés(16), la règlementation du sport pouvant s'apparenter à un encadrement social de l'expression de la violence. N. Elias présente alors le sport comme un espace d'extraterritorialité social puisqu'il permet de se protéger des pulsions de violence humaine dans un « espace toléré de débridement des émotions »(17). Cependant, lorsque cette violence vient à déborder les frontières sportives, elle apparaît comme un témoin, tant pour le gouvernement national que pour les pays extérieurs, d'une vague de violence au sein de la société. L'incident du 25 mai 2024 entre les supporters de l'Olympique de Marseille (OL) et du Paris Saint-Germain (PSG) près d'Arras avant la finale de la Coupe de France, prouve que la violence canalisée par le sport peut se retrouver exercée au-delà de la sphère sportive. En incendiant un bus lyonnais et en blessants trente supporters et huit policiers, les individus ont prouvé que la violence sportive pouvait déborder le simple terrain pour se retrouver vectoriser par les supporters. La fédération française de football a alors parlé « d'actes de violence [...] inadmissibles » et « à l'opposé des valeurs qui doivent être portées par le football », ancrant ainsi dans l'espace sémantique une dichotomie antithétique entre football et violences physiques et consacrant bien le rôle pacificateur des passions sociétales que doit revêtir le sport.

Cette violence apparaît comme un message pour le monde politique puisqu'elle traduit une fracture au sein de la société qui s'exprime au travers des compétitions sportives. Ainsi, le sport peut impacter et influencer la politique en changeant la vision paradigmique que le pouvoir porte sur la société en général. Cette modification dans la perception sociale suit une tendance *bottom-up* puisqu'elle trouve ses racines dans l'expression de la violence au sein de la population pour ensuite être comprise et assimilée par la bureaucratie gouvernementale.

CONCLUSION

Lorsque Hobsbawm affirmait en 1992(18) que « la communauté imaginée de millions de gens semble plus réelle quand elle se trouve réduite à onze joueurs dont on connaît les noms », il soulignait parfaitement le rôle socio-politique que le football a acquis au sein de nos sociétés modernes, permettant de renforcer l’unité nationale et même de s’imposer comme vecteur identitaire. Au-delà de la simple dimension fédératrice du sport, ce dernier s’impose comme étant un nouvel espace passionnel identitaire, source de revendications sociétales et moteur de puissance eco-diplomatique et géostratégique pour les Etats sur la scène internationale. La sphère sportive apparaît comme une entité mouvante et adaptative, dont le caractère protéiforme est modelé par les différents acteurs sociaux s’en emparant et dépendant des visions statu, contexto, géographico centrées des individus. Si la diplomatie du sport s’apparente à un marathon puisqu’elle demande une préparation en amont de l’analyse du contexte géopolitique des relations internationales en raison de la mondialisation sportive et qu’elle s’inscrit dans une visée longue termisme, les athlètes ne sont autres qu’une pluralité d’agents sociaux qui pensent cette course au sein d’un prisme expressionniste, démonstratif ou militant. La politisation des enjeux sportifs a donc déplacé la simple pratique compétitive dans la sphère géostratégique des luttes de pouvoirs et d’influences asymétriques intra et inter Etats, conférant au sport une dimension d’influence politique considérable et un rôle vectoriel sociétal puisant son énergie dans les fractures socio-économiques endémiques et systémiques dans nos sociétés. Cette réflexion sur le sport s’oppose à la vision traditionnelle des compétitions sportives supposées apolitiques et a-militantes, questionnant une fois encore le rôle du sport au sein des relations sociales et internationales et révélant une tension interne et consubstantielle à l’identité de la pratique sportive qui oscille entre effacement des appartenances politico-sociales et vecteur de revendications sociétales. On pourrait ainsi parler non pas du sport mais des sports, soulignant la pluralité et la polysémie de cette notion qui est aujourd’hui investie par l’ensemble des acteurs des relations internationales afin d’en faire un carrefour diplomatique vers lequel convergeraient stratégies d’influence géopolitique, développement intra-pays, (re)construction des relations bilatérales et tremplin militant vers la politique.

par Capucine ROBERT

Références

- (1) BENZEKRI Eric. (2024). *La Fièvre* : néologisme permettant de désigner un espace social sous tendu par des revendications politiques, identitaires, sociales ou genrées antinomiques opposant a minima deux parties et s'affrontant pour le monopole sémantique et sociomédiaque d'une notion.
- (2) VON CLAUSEWITZ Carl. (1832). *De la guerre*.
- (3) WEBER Max. (1919). *Le Savant et le politique*.
- (4) ELIAS Norbert. (1919) *Sur le processus de civilisation*.
- (5) COME Thierry et RASPAUD Michel. (2018). « La diplomatie sportive, enjeu stratégique pour le Qatar », Hermès, La Revue.
- (6) *ibid.*
- (7) Cité par Barthe et Dupré, 2017.
- (8) PRUNIAUX, Benjamin. (2011). « Le PSG appartient d'une certaine façon à l'État du Qatar ». *Le Monde*
- (9) Amnesty International. (2021). « Qatar 2022 – un an pour mettre fin à l'enfer des travailleurs migrants ».
- (10) FAVERO, Jean-Pierre. (2013). « La place du sport dans la propagande fasciste à travers la presse et le cinéma, son impact chez les immigrés italiens de France. » *Sciences sociales et sport*, (6), p. 63-102.
- (11) ORWELL George. (1945). *Tribune*.
- (12) ATTIE, David, GAGNEPAIN, Névil, BOUDON-LAMRAOUI, Mathilde, DZUILKA, Margaux. (2024). « Seine-Saint-Denis : la préfecture veut envoyer des jeunes de quartier loin des JO – Paris 2024 : les Jeux Olympiques sous enquêtes. » *Mediapart*.

(13) ALBERT, Eric et BOUCHEZ, Yann. (2017). « Après les JO de Londres, la transformation inachevée du parc olympique. » *Le Monde*.

(14) *ibid.*

(15) Traduit par le Courrier international. (2024). « Gâchis. Les “plaies ouvertes” laissées par les JO d'Athènes. »

(16) ELIAS Norbert. (1939). *Sur le processus de civilisation*.

(17) BURGUIERE Aandr  , CHARTIER Roger, FARGE Alette, VIGARELLO Georges et WIEVIORKA Michel. (1995). « L'oeuvre de Norbert Elias, son contenu, sa réception », 99 *Cahiers internationaux de sociologie*.

(18) HOBSBAWM Eric. (1992). *Nations et nationalisme depuis 1780*.

Autres ouvrages non cités dans le texte

- ARCHAMBAULT, Fabien, BEAUD, Stéphane, GASPARINI, William. (2018). Introduction. Le football, un creuset des nations ? *  ditions de la Sorbonne*, p. 25-41.
- BRET, Cyrille. (2018). JO de Pyeongchang et géopolitique : des leçons et des questions. *Les Echos*.
- DU CHÉNÉ, Céline. (2021). Kathrine Switzer, le marathon de la liberté. *Podcast France culture*.
- LANGLOIS, Anthony. (2024). Norbert Elias – Le sport, cadre d'expression de la violence. *Major Prépa*.
- LECLERE, Céline. (2022). Sport et politique : ces athlètes qui ont marqué l'histoire. *France culture*.
- LOPEZ, Clément. (2022). Chapitre 3. Sport, géopolitique et diplomatie sportive dans un monde globalisé. In: DESBORDES, Michel, ed. *Marketing international du sport. Digital, e-sport et pays ´émergents*. Louvain-la-Neuve: De Boeck Supérieur, p. 65-108.
- MARLET, Pierre. (2022). Il y a 54 ans, le poing levé de Tommie Smith et John Carlos : un geste qui a ruiné leur carrière, pas la symbolique. *RTBF Actus*.
- Ministère de l'Europe et des Affaires ´ trang  res. (2023). Diplomatie Sportive. *France diplomatie*.
- PAQUIN, Alexandre. (2016). Les Jeux Olympiques d'Orwell. *Le Devoir*.
- Le Figaro et AFP. (2024). JO 2024 : les ´étudiants contraints de quitter leur logement Crous commencent ´à déménager. *Le Figaro Etudiant*.

Le sport en Turquie, un instrument politique

INTRODUCTION

Comme tous les quatre ans, la tenue des Jeux olympiques (JO) à l'été 2024 participe à placer le sport au cœur de l'actualité, nationale comme internationale. D'après Pascal Boniface(1; p. 12), le sport est un élément essentiel pour le rayonnement d'un État, expliquant pourquoi une telle attention est accordée au sport et aux compétitions internationales. La Turquie constitue un cas d'étude saisissant de ce phénomène. En effet, l'article 59 de sa Constitution de 1982 stipule que « l'État prend les mesures propres à améliorer la santé physique et mentale des citoyens turcs de tout âge et encourage l'extension de la pratique du sport par les masses. L'État protège les sportifs méritants. »(2). Le fait que la pratique sportive soit explicitement inscrite dans la Constitution démontre l'importance qui lui est accordée dans et pour la République de Turquie. Cette importance est encore renforcée lorsque l'on sait que la Turquie est l'un des seuls États au monde à mentionner le sport dans sa Constitution(3). La Turquie prête donc une attention particulière au sport et ce, depuis plusieurs siècles. En 1868, le Sultan Abdülaziz fonde, avec l'aide de Napoléon III, le lycée de Galatasaray à Istanbul(4). Fasciné par l'Occident et la pratique sportive dans les établissements anglais, le Sultan dote le lycée du premier gymnase du pays(4). Grâce à cette infrastructure, Galatasaray sera à l'origine des premiers clubs et équipes du pays, eux aussi basés sur le modèle britannique du jeu collectif et de l'identification à des couleurs propres(4). Dès lors, la dimension politique du sport, et notamment du football, émerge en Turquie, surtout lorsque l'on sait que l'objectif de l'équipe de football de Galatasaray à sa création était de battre des équipes non-turques (4). Cet exemple démontre l'importance du sport en Turquie, mais aussi comment celui-ci peut être exploité, par le régime en place mais aussi par l'opposition politique(5).

Ainsi, il est intéressant de se demander quelle dimension politique le sport revêt en Turquie. Après avoir étudié l'instrumentalisation du sport par le régime, il convient de s'intéresser à son utilisation par l'opposition pour contester ledit pouvoir. Le principal cas d'étude utilisé ici est celui du football, sport le plus populaire du pays, et donc le plus politisé.

Le sport, un instrument politique utilisé par le régime et pour le régime

Le sport est, et a toujours été, un instrument important pour les régimes. Déjà à l'époque du Troisième Reich ou de la guerre froide, il était considéré comme un moyen de propagande permettant au régime de démontrer son prestige et sa supériorité(1; p. 15). La Turquie ne constitue donc pas une exception dans le paysage sportif mondial. Le sport est, en Turquie comme ailleurs, perçu comme un outil de *soft power* contribuant à la promotion du modèle sociétal défendu par le régime et au contrôle de la culture populaire, au même titre que le cinéma ou la musique(6). Plus que la passion pour le sport, c'est bien sa résonance politique qui encourage le pouvoir à multiplier les candidatures pour l'organisation de grandes compétitions internationales. La réception de grands événements sportifs permet de construire son identité nationale et internationale et ses relations à l'Autre en se mettant en scène(4). Ce dépassement de la dimension sportive explique la multiplication des candidatures, la (sur)célébration des victoires, qui sont vues comme des étapes de la construction nationale, ou encore le surinvestissement symbolique en cas d'opposition à des pays avec lesquels le régime entretient des relations problématiques(4).

Dans le cas de la Turquie, le régime candidate de manière presque systématique à l'organisation de compétitions internationales. Après s'être concentré sur les disciplines dans lesquelles le savoir-faire turc est reconnu, telles que la lutte et l'haltérophilie, le régime a pris la décision de s'ouvrir à des sports plus populaires et médiatisés(4). Il est ainsi possible de citer l'organisation des championnats d'Europe de natation (2005 et 2023), des championnats d'Europe et du monde de basketball (2001 et 2010), des finales d'Europa League (2009) et de Champions League (2005 et 2023) et d'un futur Euro de football (2032, en tant que co-organisateur avec la Grèce), des championnats du monde d'athlétisme en salle (2012) ou encore d'une étape de Formule 1 et de rallye automobile(4). Istanbul a par ailleurs été candidate à l'organisation des JO de 2000, 2004, 2008 et 2012 et a été nommée capitale européenne du sport en 2012, une première pour un État non-membre de l'Union européenne(4).

La répétition de ces candidatures, notamment olympiques, malgré les échecs, démontrent que le régime voit un intérêt particulier à ces compétitions car leur attribution serait la preuve d'une reconnaissance internationale de la Turquie et de son prestige. Par ces événements, le régime souhaite promouvoir l'image d'un pays pont entre les continents et les cultures grâce à sa géographie, pacifié avec ses citoyens comme avec ses voisins, et économiquement dynamique(4). De la même manière, le pouvoir dresse un parallèle entre les victoires sportives dans les compétitions européennes et sa potentielle adhésion à l'Union européenne. Ainsi, lorsque le club de football de Galatasaray a remporté la coupe UEFA en 2000, le président de l'époque, Süleyman Demirel, s'est exclamé « Maintenant, nous sommes devenus des Européens! »(4). A l'inverse, une défaite est perçue comme un écho aux réticences de l'Union européenne à une adhésion de la Turquie(4).

Au-delà de la recherche de reconnaissance, le sport, et particulièrement le football, servent de légitimation au pouvoir en renforçant le nationalisme(7). Avant les années 1980s, le sport et le football n'étaient pas considérés comme des espaces politiques. Cependant, après le coup d'État de 1980, la junte et Turgut Özal voient le football comme un outil idéal pour imposer leur idéologie de par son vide politique(8) et ainsi restaurer l'unité nationale par la création d'un nationalisme sportif(4). Le pouvoir investit donc massivement, modernise et place la Fédération sous ses ordres(8; 6). Il convient toutefois de noter une évolution de ce nationalisme sportif depuis les années 2000. L'exposition des supporters turcs au football européen et à des joueurs étrangers évoluant dans des clubs turcs, ou turcs évoluant en Europe, a modifié leurs sentiments d'appartenance. On assiste à une européisation des supporters, dont les appartенноances sont désormais plus complexes que la simple prédominance nationale, brouillant la frontière entre le "Nous turcs" et le "Eux non-turcs"(4).

L'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan, qui aime à rappeler à qui veut l'entendre son passé de joueur de football semi-professionnel(7), a encore participé à l'exacerbation de la dimension politique du sport et du football en Turquie. Son parti de la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) a d'abord tenté d'infiltrer le monde du football en soutenant les clubs d'Istanbul et d'Ankara(8). Ne rencontrant pas le succès escompté, l'AKP a décidé de se tourner vers des villes plus conservatrices, telles que Bursa ou Konya, où les élites économiques étaient plus enclines à coopérer avec le gouvernement(8). Dès lors, la majorité des vingt-quatre nouvelles enceintes sportives de Turquie et des 3.5 milliards de livres turques de subventions et d'investissements étatiques ont été destinées à des fiefs de l'AKP(6). Les joueurs d'origine turque sont également un grand soutien du régime. En tant que membres de la diaspora, ces joueurs ne subissent pas la crise économique, le virage autoritaire, la crise migratoire ou encore la vague de terrorisme auxquels le pays fait

face(9). En revanche, ces joueurs font partie de la classe de businessmen musulmans conservateurs qui a pu émerger grâce à l'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan(9). Ils représentent ainsi la réussite du modèle prôné par l'AKP. En retour de la promotion du sport par le régime et de leur ascension, la majorité des sportifs apporte un soutien sans faille au régime et peu d'entre eux s'aventurent à le critiquer, sous peine de représailles(9). De plus, le soutien du régime à des clubs locaux et plus petits que les clubs stambouliotes permet au parti et au pouvoir d'apparaître comme étant plus proches d'un public souvent populaire, et donc d'attirer un électoral potentiel(7).

L'exemple le plus saisissant de l'instrumentalisation du sport à des fins politiques est le club de football de Başakşehir. Créé en 1990 par la municipalité d'Istanbul, le club a été acheté par des partisans de l'AKP et est désormais présidé par le mari de la nièce de Recep Tayyip Erdoğan(5). Son actionnaire majoritaire et principal sponsor est Medipol, une chaîne d'hôpitaux privés détenue par le Ministre de la Santé et médecin personnel de Recep Tayyip Erdoğan(10). Implanté dans un quartier artificiellement créé par Recep Tayyip Erdoğan lorsqu'il était maire d'Istanbul, le club évolue dans un stade bâti par Kaylor, entreprise du bâtiment gravitant dans la sphère de Recep Tayyip Erdoğan(10). Guillaume Perrier(10) déclare ainsi que « géré comme une rente par le clan au pouvoir, le club municipal fut privatisé pour y injecter de l'argent, tout en restant dans le giron présidentiel ». L'objectif affiché du « FC Erdoğan »(6) est de réduire l'influence des « trois géants » du football turc, Galatasaray, Fenerbahçe et Beşiktaş, dont les supporters sont issus de la classe moyenne urbaine, électoral du Parti Républicain du peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) kémaliste(6). Sans passé ni supporters mais avec des moyens financiers massifs, Başakşehir est parvenu à décrocher le championnat national en 2020(6) et se classe actuellement sixième. Le club de Başakşehir est la preuve que Recep Tayyip Erdoğan a compris le pouvoir de mobilisation du football et qu'il ambitionne de se servir des succès du club pour en retirer des bénéfices personnels(5).

Le sport, un instrument de contestation pour l'opposition

Bien que le régime mobilise le sport et le football à des fins politiques, ce procédé ne lui est pas propre et est également repris par les opposants politiques pour protester contre ce même régime. Dès les années 2010s, les supporters s'emparent des stades pour en faire des lieux de contestation. Ainsi, lorsqu'un homme d'affaires proche de l'AKP critique le président du club de Galatasaray en 2011, les supporters du club les huent, lui et Recep Tayyip Erdoğan, à l'occasion du match suivant(8). Dès lors, les stades deviennent des lieux d'expression politique, expliquant leur mise sous surveillan-

ce et leur encadrement par le pouvoir, notamment par l'instauration de la carte Passolig(7).

Ce phénomène d'instrumentalisation du sport par l'opposition politique est particulièrement visible parmi un des groupes de supporters du club de Beşiktaş. Beleştepe est un groupe de supporters anticapitalistes de ce club stambouliote et dont le nom, qui signifie "colline gratuite" en turc, fait référence à la colline qui surplombait le stade de Beşiktaş jusqu'en 2013 et depuis laquelle il était possible de suivre les matchs sans acheter de place. Ce groupe militant promeut un football inclusif, désindustrialisé et pacifié et est ouvertement opposé à Recep Tayyip Erdoğan(8). Beleştepe est notamment à l'origine d'un blog et d'une revue politique dans lesquels il critique entre autres le système judiciaire, la police et le président(8). Il critique également l'autre groupe de supporters de Beşiktaş, Çarşı, dont il a fait scission. Beleştepe accuse en effet Çarşı de se contenter de ne soutenir que des causes consensuelles et de reproduire l'idéologie du régime. Beleştepe se présente ainsi comme le seul groupe capable de critiquer le gouvernement, y compris sur des sujets qui ne sont pas liés au supportérisme ou à leurs intérêts personnels. Par exemple, en 2017, à l'occasion d'un match contre Konyaspor, ville conservatrice fief de l'AKP, Beleştepe a affiché son soutien à deux universitaires en grève de la faim suite à leur suspension car accusés de terrorisme(8). Pour les militants de Beleştepe, l'essentiel n'est pas d'être le meilleur supporter du club mais de défendre leurs valeurs politiques en promouvant une vision alternative du football. Beleştepe n'hésite donc pas à s'allier avec des supporters d'autres équipes, y compris étrangères, ou à rejoindre la contre-ligue de Kadıköy, fief de l'opposition politique à Istanbul. Cette contre-ligue organise des tournois de football anti-raciste, féministe, anti-nationaliste et anti-industriel(8). Or, même si les militants de Beleştepe participent à la politisation du football, et du sport en général, ils ne se politisent pas par le football. Leur carrière militante précède leur supportérisme, qu'ils ont bâti à l'image de leur engagement politique(8).

Cette politisation croissante des stades dépasse désormais le simple cadre sportif. Pourtant farouchement opposés sur le terrain, comme le montrent les fréquents heurts, les supporters des différentes équipes ont parfois su faire abstraction de leurs profondes rivalités pour mener des actions militantes communes. Les supporters étant familiers des confrontations avec les forces de l'ordre, ils ont développé une culture d'opposition à l'autorité qui leur permet d'occuper des rôles centraux dans des contestations politiques portées par la rue(7). En 2013, les supporters des « trois géants » s'unissent pour la première fois en créant l'initiative Istanbul United contre les forces de l'ordre et l'autoritarisme lors des événements de Gezi(7; 8). L'annonce du projet de destruction du parc Taksim Gezi d'Istanbul avait en effet entraîné des manifestations écologistes des riverains. Or, la violente répression qu'ont subi ces ma-

nifestants pacifistes a provoqué une généralisation du mouvement à tout le pays, à toutes les communautés et à tous les bords politiques, qui s'est transformé en véritable mouvement anti-gouvernemental et anti-autoritaire. D'ailleurs, le logo d'Istanbul United consiste en une fusion des blasons des trois clubs. En 2014, les groupes de supporters de gauche de Galatasaray, Fenerbahçe et Beşiktaş défilent de nouveau côté à côté contre l'instauration de la carte Passolig(8), qu'ils considèrent comme un outil de traçage.

L'exemple le plus récent de leur capacité à faire abstraction de leurs rivalités pour défendre une cause transcendante et sortant du cadre footballistique est leur appel commun à la démission du gouvernement en 2023. Après le tremblement de terre qui a frappé le sud-est du pays en février 2023, les supporters des « trois géants » se sont mis en porte-voix de l'opposition au régime, accusé d'être responsable du grand nombre de victimes(6). Ces multiples initiatives de contestation politique dans les enceintes sportives sont toutefois à l'origine de la répression et de l'encadrement accusés auxquels font face les supporters(9), à l'image de l'obligation de la carte Passolig.

CONCLUSION

En conclusion, il est donc possible d'affirmer que le sport revêt une dimension politique très importante en Turquie. Alors que le milieu sportif se targue traditionnellement de son apolitisme, il apparaît que, dans la réalité, le caractère politique du sport dépend des stratégies adoptées par les acteurs politiques et sportifs(4), n'en déplaise au baron de Coubertin, fervent défenseur de la neutralité politique du sport. En effet, en Turquie, le sport est un instrument hautement politique et politisé, par le régime comme par l'opposition. D'ailleurs, le sport et la diplomatie du football sont également utilisés par le régime turc comme un outil de politique étrangère, notamment pour apaiser les tensions avec l'Arménie et la Grèce(4).

Malgré cela, il apparaît que l'instrumentalisation du sport par le régime demeure plus puissante que la politisation qu'en fait l'opposition. En effet, Matthieu Caillaud(11), avance que les supporters « continuent de politiser sur des causes consensuelles: la lutte contre la pollution, la lutte pour la défense de l'environnement, les violences faites aux femmes, toutes ces causes qui ne vont pas attaquer directement Erdogan et l'AKP ». En d'autres termes, les initiatives communes de militantisme politique restent une exception dans le paysage sportif turc, tout comme les initiatives les plus engagées contre le régime. Le régime est donc bien l'acteur qui contrôle le sport et l'instrumentalise le plus.

par Chloé CALAVIA

Références

- (1) BONIFACE, Pascal. (2023). Géopolitique du sport. 2. Dunod Poche.
- (2) DIGITHÈQUE MJP. (2023). Constitution du 7 novembre 1982. Digithèque MJP [en ligne]. 2023. Disponible à l'adresse : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/tr1982.htm> [Consulté le 21 février 2024].
- (3) TURKISH CULTURAL FONDATION. (2024). Sports. Turkish Cultural Fondation [en ligne]. 2024. Disponible à l'adresse : <https://www.turkishculture.org/lifestyles/sports-228.htm> [Consulté le 12 mars 2024].
- (4) POLO. (2012). Enjeux politiques du sport en Turquie. Gagner l'Europe ? Politique Européenne [en ligne]. 1 mai 2012. Vol. 36, n° 1, pp. 102-125. DOI 10.3917/poeu.036.0102.
- (5) FRANCEINFO. (2020). Planète Sport. Comment le président turc Erdogan utilise un club de football pour sa propagande. Franceinfo [en ligne]. 9 juillet 2020. Disponible à l'adresse : <https://www.radiofrance.fr/franceinfo/podcasts/planete-sport/planete-sport-comment-le-president-turc-erdogan-utilise-un-club-de-football-pour-sa-propagande-8885986> [Consulté le 24 février 2024].
- (6) BLONDEL, Gabriel et HAGE. (2023). Le football, terrain de jeu favori d'Erdogan et du monde politique turc. L'Orient-Le Jour [en ligne]. 31 décembre 2023. Disponible à l'adresse : <https://www.lorientlejour.com/article/1362601/le-football-terrain-de-jeu-favori-derdogan-et-du-monde-politique-turc.html> [Consulté le 24 février 2024].
- (7) FRANCE CULTURE. (2020). Foot turc : outil du nationalisme, ferment de la contestation. France Culture [en ligne]. France Culture, 14 janvier 2020. Disponible à l'adresse : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/cultures-monde/foot-turc-outil-du-nationalisme-ferment-de-la-contestation-4875814> [Consulté le 24 février 2024].

(8) TUNCEL, Gökçe. (2018). Quand le supportérisme et la politique s'imbriquent. European Journal Of Turkish Studies [en ligne]. 8 novembre 2018. N° 26. DOI 10.4000/ejts.5737.

(9) CHAVEROU, Éric et JEUFFIN, Antoine. (2020). « Le sport a toujours joué une place particulière en Turquie dans son positionnement par rapport à l'Occident ». France Culture [en ligne]. France Culture, 9 juillet 2020. Disponible à l'adresse : (1) BONIFACE, Pascal, 2023. Géopolitique du sport. 2. Dunod Poche.

(10) PERRIER, Guillaume. (2020). Ligue des Champions : Istanbul Başakşehir, le club de foot d'Erdogan. Le Point [en ligne]. Le Point, 28 octobre 2020. Disponible à l'adresse : https://www.lepoint.fr/sport/ligue-des-champions-istanbul-basaksehir-le-club-de-foot-d-erdogan-28-10-2020-2398464_26.php#11 [Consulté le 24 février 2024].

(11) CAILLAUD. (2020). Sport et politique en Turquie - conversation avec Jean-François Polo. Le Grand Continent [en ligne]. 20 juillet 2020. Disponible à l'adresse : <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/07/25/on-prefere-avoir-une-turquie-dedans-qu'une-turquie-dehors-entretien-avec-jean-francois-polo/> [Consulté le 24 février 2024].

Fiche de lecture

“La guerre du sport, une nouvelle géopolitique” de L. Aubin et J-B Guégan, Tallandier, 2024

Lukas AUBIN est directeur de recherche à l'IRIS et spécialiste de la géopolitique du sport, notamment en ce qui concerne la Russie. Il est l'auteur d'une thèse intitulée « Gouverner par le sport en Russie ? (2000-2018) – Étude d'une stratégie de *soft power* au service de l'élite du pouvoir ». Jean-Baptiste GUÉGAN est expert en géopolitique du sport et enseignant à Sciences Po Paris, partageant également cet intérêt pour les dynamiques géopolitiques dans le domaine sportif. Ensemble, ils ont co-écrit « La Guerre du sport, une nouvelle géopolitique », publié en avril 2024 aux Éditions Tallandier.

Cet ouvrage s'inscrit dans le contexte des Jeux olympiques de 2024 à Paris. Pour les deux auteurs, ce sont les Jeux olympiques les plus politisés depuis la Guerre Froide(1) avec de nombreux enjeux liés aux conflits internationaux, avec la guerre entre la Russie et l'Ukraine ou encore le conflit israélo-palestinien. Emmanuel Macron, Président de la République française, appelle souvent à « ne pas politiser le sport »(2) et pourtant, ils seront inévitablement politiques par leur dimension, mais aussi par le contexte actuel. L'ouvrage nous permet de mieux comprendre les enjeux et les intérêts pour les États d'un méga-événement comme celui-ci et aussi du sport dans sa globalité.

L'ouvrage nous permet de comprendre, dans un premier temps, que le modèle sportif repose sur un mythe : l'apolitisme du sport. La majorité des instances internationales composant le mouvement sportif, que ce soit le CIO ou la FIFA, opère une stricte séparation entre le sport et la politique. L'objectif de l'apolitisme est de créer un monde uniifié afin de promouvoir la paix entre les peuples. Le sport a donc une vocation universelle, qui passe notamment à travers la rationalisation et l'uniformisation des techniques du corps. Il y a une volonté d'occidentalisation du monde par le sport. Maintenant, l'apolitisme est qualifié de mythe, de « piège de Coubertin » (étant un souhait de celui-ci). Le sport est inévitablement politisé, car son modèle repose sur le concept d'État-nation et est donc un outil pour ceux-ci.

Les deux auteurs démontrent que le sport est une arme politique et géopolitique pour les pays. Tous les acteurs des relations internationales cherchent à s'en saisir, car il est un instrument de puissance efficace par sa capacité à diffuser « la puissance de l'imaginaire ». C'est un outil de *soft power* qui s'intègre parfaitement dans ce que les auteurs appellent l'économie de l'attention. Selon l'écrit, on observe une véritable arsenalisation du sport, servant alors plusieurs objectifs. Dans un premier temps, le sport peut servir la diplomatie entre les États pour rétablir ou rompre des dialogues. Par exemple, l'ouvrage nous explique comment, dans les années 60, la République populaire de Chine a usé du ping-pong pour opérer un rapprochement avec les États-Unis. C'est ce qu'on appelle la diplomatie du ping-pong. Ensuite, le sport peut servir à projeter l'image de la nation à l'extérieur de celle-ci. C'est ce qu'on appelle le nation branding. Par exemple, Viktor Orban (Premier ministre de Hongrie) se sert du sport pour construire l'image de son pays en réhabilitant l'idée de la grande Hongrie. Ensuite, le sport peut servir à construire l'image de la nation à l'intérieur du pays, ce qu'on appelle le nation building. La Slovénie use de cette stratégie avec son programme « I feed Slovenia » auquel les plus grands sportifs du pays sont directement liés. Enfin, certains États, souvent autoritaires, peuvent utiliser le sport comme un outil de *Sharp power*, c'est à dire de désinformation, pour affaiblir l'image d'autres pays. L'ouvrage montre que la Russie utilise souvent cette arme, ce qui peut alors poser question de son utilisation pour les prochains Jeux olympiques de 2024 profitant de la récente instabilité politique du pays hôte(3). Le sport est un outil politique polymorphe pour les États et est directement en lien avec les réalités géopolitiques.

L'ouvrage montre que le monde sportif avait pour vocation de former un monde unipolaire, en lien avec l'apolitisme du sport vu précédemment. Maintenant, le mouvement sportif a été très longuement marqué par une bipolarisation. Lors de la Guerre froide, on a observé l'affrontement des deux blocs à travers la question sportive. C'est alors que le modèle sportif communiste de l'URSS, caractérisé par ses aspects horizontaux et socialistes, affronte le modèle américain, vertical et libéral. Les deux modèles se sont confrontés soit directement par le sport avec l'exemple marquant du hockey sur glace ou alors en s'évitant, comme l'illustrent les différents boycotts lors des Jeux olympiques. Malgré une victoire sur le plan sportif, l'URSS perdit la Guerre froide et vit l'exportation du modèle américain. Maintenant, l'ouvrage nous montre la résurgence d'une bipolarisation du mouvement sportif, à travers deux blocs composés des États-Unis et de l'Europe d'un côté et le couple sino-russe de l'autre. Les deux blocs s'affrontent soit directement ou plus indirectement à travers le sport. Tout d'abord, on observe un affrontement direct entre l'Ukraine, soutenue par l'Europe, et la Russie. Cet affrontement se symbolise dans l'exclusion de la Russie et de la Biélorussie du monde sportif par le CIO, dérogeant alors à son apolitisme. Le bloc occidental cherche à priver la Russie de l'instrument sportif et de ce que Lukas AUBIN appelle

« Sportokratura ». De l'autre côté, on observe un affrontement plus indirect entre la Chine et les États-Unis. Les deux superpuissances sportives se jaugent et s'affrontent à travers le sport, comme le démontrent d'ailleurs les tensions autour de la NBA et des prises de position de Daryl Morey (manager de la franchise des Houston Rockets) en faveur de Hong Kong, sanctionnées par la Chine. L'ouvrage nous montre que la Russie et la Chine ont pour volonté commune de se rapprocher et d'éventuellement créer un nouvel ordre alternatif du sport, qui ne serait plus occidentalocentré. Étant isolée, les auteurs démontrent que la Russie pourrait chercher à mettre en place de nouvelles instances et à organiser de nouveaux méga-événements, tout en s'appuyant sur leur allié chinois et d'autres acteurs non-occidentaux.

L'ouvrage nous permet de comprendre que définir le modèle actuel du sport comme bipolaire, serait peut-être simpliste. En effet, de nouveaux pays non occidentaux se saisissent du sport, formant alors de nouveaux pôles de puissance. Les auteurs parlent alors d'un monde du sport multipolaire et qui tends vers une désoccidentalisation. L'ouvrage illustre cette tendance par l'exemple des pays du Golfe (Qatar, Arabie Saoudite ou Émirat arabes unis notamment). Ils usent du sport afin d'exister sur la scène internationale autrement que par la vente du pétrole ou du gaz. Le sport sert à « penser l'après-pétrole ». L'Inde de Narendra Modi ou la Corée du Sud avec sa culture de l'e-sport participent aussi à cette désoccidentalisation du sport en devenant progressivement des acteurs importants. L'émergence de ces nouveaux pôles amène une redéfinition de l'équilibre traditionnel amené par l'Occident. L'ouvrage nous montre que si le sport avait pour vocation première de faire la paix, il est aussi un élément pour faire la guerre.

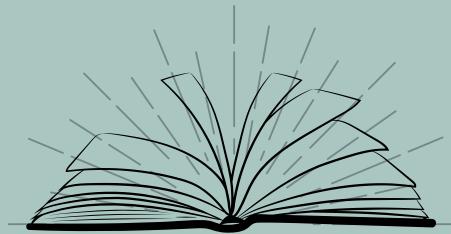
par Nathan MAROT

Références

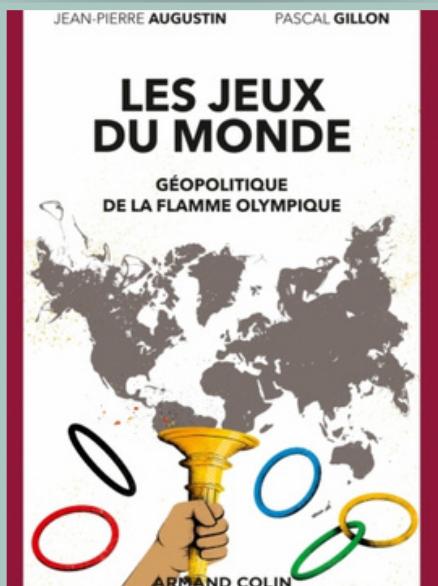
AUBIN Lukas, GUÉGAN Jean-Baptiste. La Guerre du sport, une nouvelle géopolitique : Tallandier, 2024.

- (1) BRUNFAUT Simon, « Jean-Baptiste Guégan : "Les JO de Paris seront les plus politiques depuis la fin de la guerre froide" », L'Echo, 27 avril 2024
- (2) « Coupe du monde 2022 : « Il ne faut pas politiser le sport », affirme Emmanuel Macron », Le Monde avec AFP, 17 novembre 2022
- (3) MERLE Apolline, « Paris 2024 : pourquoi la Russie cherche à déstabiliser la France et l'organisation des Jeux olympiques », France Info, 18 juin 2024

Horizons



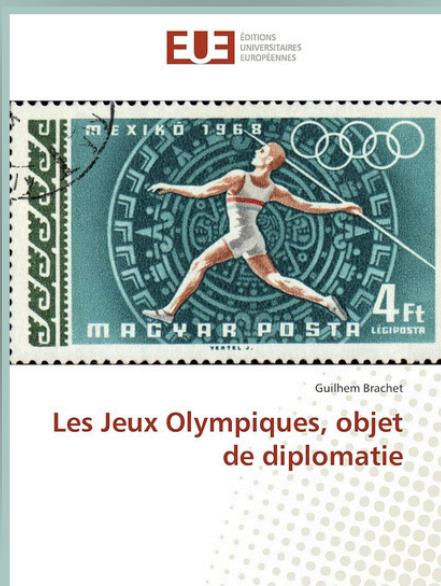
Dans cette section, nous vous mettons une liste d'ouvrages à disposition afin d'explorer plus amplement le thème de l'édition.



Les Jeux du monde - Géopolitique de la flamme olympique
Jean-Pierre Augustin et Pascal Gillon, Armand Colin, 2021

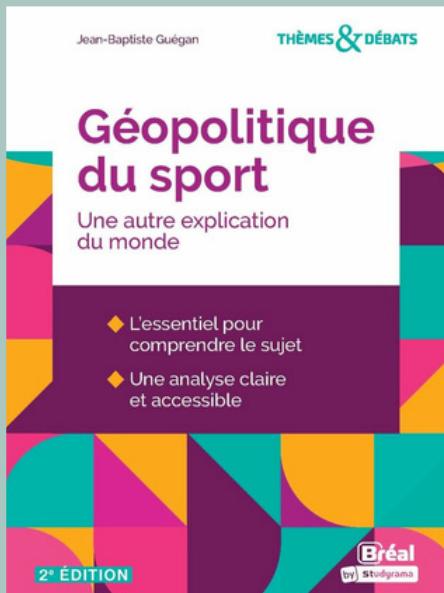
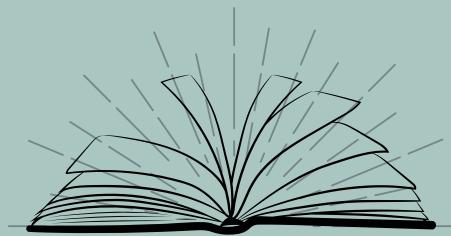


JO politiques - Sport et relations internationales
Pascal Boniface, Eyrolles, 2016

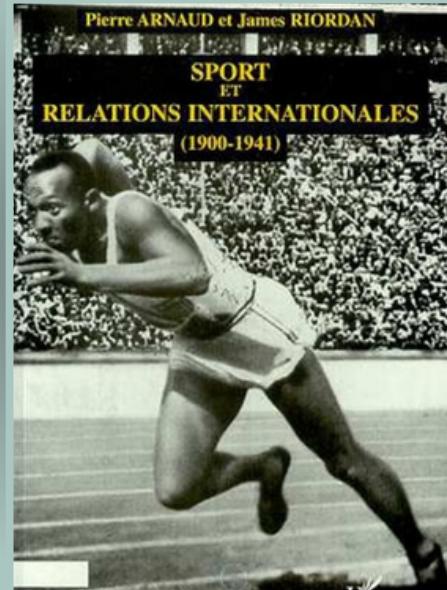


Les Jeux Olympiques, objet de diplomatie
Guilhem Brachet, Editions universitaires européennes, 2016

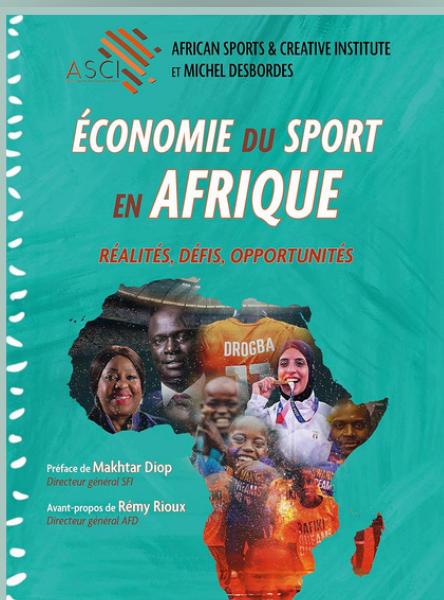
Horizons



Géopolitique du sport - Une autre explication du monde
Jean-Baptiste Guégan, Bréal, 2022

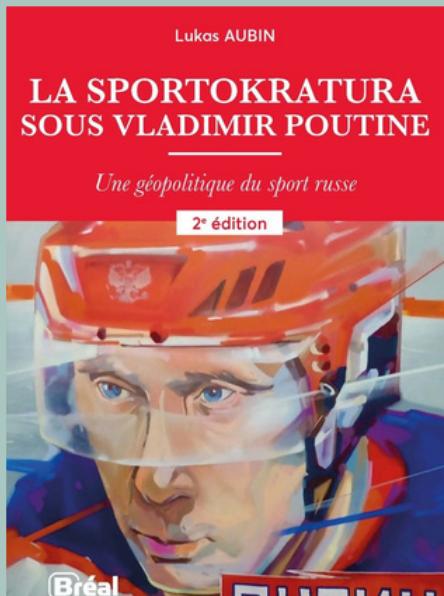
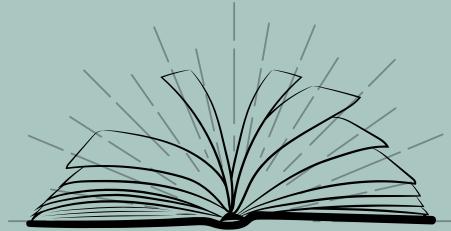


**Sport et relations internationales
(1900 - 1941)**
James Riordan et Pierre Arnaud,
Espaces et Temps du sport, 1997



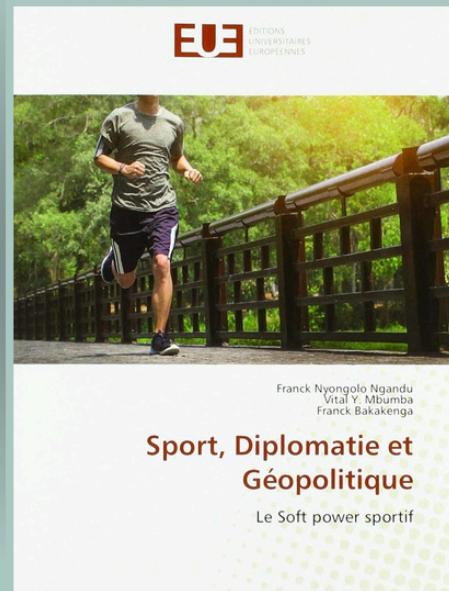
**Économie du sport en Afrique -
Réalités, défis, opportunités**
Michel Desbordes et African sports &
Creative institute, Economics, 2022

Horizons



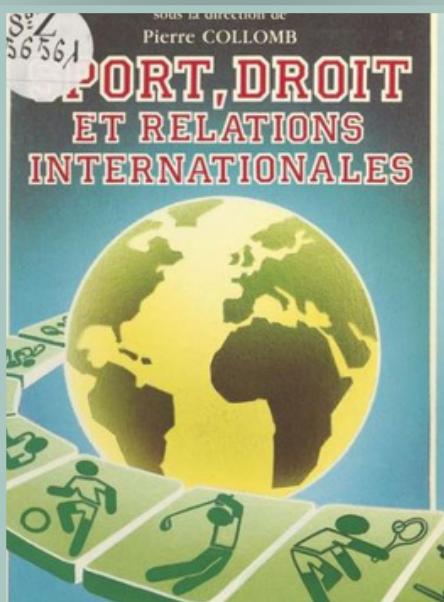
La Sportokratura sous Vladimir Poutine : une géopolitique du sport russe

Lukas Aubin, Bréal, 2022



Sport, Diplomatie et Géopolitique - Le Soft power sportif

Franck Nyongolo Ngandu, Vital Y et Franck Bakakenga, Editions universitaires européennes, 2019



Sport, droit et relations internationales
Pierre Collomb, Economica, 1988

Nos auteurs

Capucine

ROBERT

Passionnée par les relations internationales ainsi que par la diplomatie, Capucine ROBERT est étudiante à Sciences Po Lille et à l'EDHEC. Son parcours se trouve à la confluence des secteurs privés et publics, lui permettant ainsi d'appréhender les enjeux internationaux au travers d'une dualité économico-politique.

Chloé

CALAVIA

Chloé CALAVIA est étudiante à Sciences Po Grenoble en master de relations internationales “Méditerranée Moyen-Orient”, spécialisée sur la Méditerranée orientale.

Nathan

MAROT

Étudiant en master “Influence et Affaires publiques” à l’Université Paris-Saclay, en partenariat avec Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, Nathan MAROT est passionné de sport et se consacre à l’étude des enjeux sociaux, politiques, économiques et géopolitiques découlant de ce domaine.

Présentation de la FDNU

La **Fédération pour la Diplomatie et les Nations Unies (FDNU)** a été créée en 2023 par des jeunes citoyens passionnés par la diplomatie, la coopération internationale et les objectifs des Nations Unies. Elle est reconnue en tant qu'ONG gérée par des jeunes et s'adressant aux jeunes.

La FDNU s'engage à soutenir la vision et les valeurs de l'ONU, à promouvoir la diplomatie ainsi que la coopération internationale. Ses activités incluent le **CEDIRE**, un centre de recherche, le média **Diplomatiquement vôtre**, et le projet **France Model United Nations (FMUN)** qui organise des simulations des Nations Unies.

